L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

G. P. WEISSE & Co. Rue de Chartres No Entre Conti et Bienville.

G. P. WEISSE, S. DUFOUR, E. LIMET. } Editeurs-Propriétaires

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 13 MAI 1861.

Nouvelle-Orléans,
LUNDI MATIN, 13 MAI.

☞Voir la seconde page, pour:
LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LE MARCHÉ AUX BESTIAUX,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DÉPART DES STEAMERS ET BATEAUX.

Abonnés à la semaine.

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements "à la semaine" à raison de 25 CENTS pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente de ce jour.

Par le shérif, à 10½ heures A. M., rue Robertson, entre celles des Ursulines et St-Philippe, un lot de meubles, &c. A la même heure, au No 42, rue Gravier, un lot de marchandises &c.

Par C. E. Girardey & Cie—A 10 heures du matin, au magasin de MM. Kennett, Blood & Co, No 63, rue Front—Grande vente de marchandises sèches, chaussures, chapeaux et casquettes, selles et harnais, quincaillerie, articles de fantaisie, &c.

Nous publions ci-dessous le texte d'une Adresse qui doit être envoyée par les Français résidant en Louisiane aux Français du Nord des Etats-Unis. On propose d'envoyer cette adresse avec les signatures au Consul général de France à New York, d'en faire publier le texte dans le *Courrier des Etats-Unis* et d'en faire parvenir des copies au Régiment des Gardes Lafayette et aux autres corps de volontaires français.

Les officiers de la Légion Française et ceux du bataillon des Volontaires Français de la Nouvelle-Orléans sont priés de soumettres cette adresse à leurs compagnies et tous les Français en général sont invités à y apposer leurs signatures. Plus cette démonstration sera imposante, plus elle devra avoir d'influence sur ceux auxquels elle s'adresse. Ce n'est pas sur la terre d'Amérique, où la mémoire de Lafayette est l'objet d'un respect universel, que des Français doivent s'armer pour une cause autre que celle de l'indépendance.

ADRESSE
DES FRANÇAIS DE LA LOUISIANE
A leurs compatriotes du Nord des Etats-Unis.

Chers compatriotes,

C'est avec un profond sentiment de regret que nous avons vu l'empressement que vous mettez à vous enrôler dans la croisade que prêchent contre le Sud, les puritains fanatiques du Nord. Dans la conviction où nous sommes que vous avez été trompés sur les causes, le but et la portée de cette guerre, nous venons faire appel à votre raison et à votre justice et vous prier de mûrement réfléchir avant d'engager votre courage et votre honneur dans une guerre d'invasion contre un pays habité par 50,000 Français.

Le conflit engagé par les républicains noirs contre les Etats du Sud est basé sur une cause principale—la question de l'esclavage—et sur un prétexte—le maintien du gouvernement fédéral.

Sur la question des nègres, voici ce que nous avons à vous dire:

La race nègre est une race inférieure qui, dans les pays peuplés par elle, a manqué à la loi de l'espèce humaine, c'est à dire la loi de perfectibilité et de progrès. Cette race est restée à l'état barbare, comme la race des peaux rouges est restée à l'état sauvage. Toutes deux sont condamnées par la loi historique à disparaître de la surface du globe avec toutes les créations imparfaites. Une seule chose peut retarder l'accomplissement de cette destinée pour la race noire, c'est sa subordination à la race blanche, subordination qui seule peut la faire parvenir à un certain degré de civilisation. La race nègre abandonnée à elle-même est incapable de travail et par conséquent de progrès, l'exemple d'Hayti le prouve.

Savez-vous ce que font les affranchis de Liberia des natifs africains pris sur les négriers et qu'on leur envoie—Ils en font des esclaves.

Disez-vous, d'un autre côté, que cet affranchissement ne serait obtenu qu'après l'extermination d'un peuple de neuf millions de blancs, résolus à se défendre jusqu'à la dernière extrémité, et demandez-vous si le résultat inévitable de l'affranchissement ne serait pas une calamité égale à celle du moyen employé.

Faut il donc, pour une idée abstraite, l'application fausse d'un principe vrai, deux grands peuples s'égorgent et que ce continent soit ébranlé jusqu'au fond par les convulsions de la guerre civile? Nous ne pouvons le croire. Nous avons foi dans le bon sens et dans la justice de notre cause, et nous espérons que le gouvernement fédéral ne sera pas assez aveugle pour ne pas voir que la question de l'esclavage est la question vitale de la Confédération, et que, si elle ne la résout pas elle-même, elle sera résolue par la force.

Nous ne voulons pas discuter ici la question de savoir si l'esclavage est un bien ou un mal, si la race nègre est ou n'est pas susceptible de progrès, si elle a ou n'a pas une âme. Nous ne voulons pas discuter ces questions, parce que nous savons que la majorité des Américains du Nord les résout négativement, et que, dans un pays gouverné par le principe de la souveraineté du peuple, la majorité a le droit de changer ou de l'abolir et d'instituer un nouveau gouvernement &c. Nous acceptons de tout cœur cette doctrine, la croyant intrinsèquement saine, avantageuse et pensant que, si elle est universellement acceptée, *elle est calculée pour empêcher l'effusion d'un océan de sang humain.* Et si elle a justifié la sécession de trois millions de colons qui se sont séparés de la Grande-Bretagne en 1776 nous ne voyons pas pourquoi elle ne justifierait pas la sécession de cinq millions de méridionaux qui veulent se séparer de l'Union fédérale en 1861."

C'est, en effet, là le droit moderne du XIXe siècle, le droit admis par la politique de la France et par celle de l'Angleterre.

Irez vous donc, vous Français, prêter les mains à l'oppression?

Les Etats du Sud n'ont jamais appartenu aux Etats du Nord. Ils ont été leurs égaux et leurs associés. Ils se séparent aujourd'hui parce qu'ils ne veulent pas être soumis à M. Lincoln, mandataire élu par une minorité de 1,800,000 voix sur cinq millions de votants. Les mots de conquête, de rebelles, de révoltés sont hors de sens dans une république, vis à vis de dix Etats ou le peuple est d'accord avec les gouverneurs, les législatures et les conventions pour soutenir le nouvel ordre de choses.

Qui est le souverain? Le peuple et le peuple seul. Il y a eu fait deux peuples, celui du Nord et celui du Sud, chacun d'eux a le droit incontestable d'être maître chez lui.

La guerre d'invasion et de barbarie que le Nord veut faire au Sud, met en péril non-seulement les libertés du pays, mais elle menace directement l'existence et la fortune de tous ceux qui résident dans les Etats à esclaves.

Les étrangers ne peuvent donc rester neutres. Ils ont à défendre leurs familles contre un double danger et il n'y a d'autre ressource pour eux, comme pour les natifs, que de vaincre ou de périr.

Mais vous, chers compatriotes, vous n'êtes pas dans la même position. Nul ne menace le pays que vous habitez de conquête ou d'extermination. Les horreurs de la guerre, des insurrections, de la famine, des inondations, de tous ces fléaux à l'aide desquels on annonce l'intention de combattre le Sud, ne sont pas suspendues sur vos têtes et sur celles des êtres qui vous sont chers.

Nous vous adjurons donc, au nom des lois les plus sacrées de l'humanité, des souvenirs de la patrie commune, du droit et de la justice, au nom de la France notre mère chérie, de ne pas venir les armes à la main fouler le sol des Etats avec lesquels notre cause est liée. Epargnez nous la douleur de combattre contre des frères pour la défense de nos foyers. Prenez garde d'être dupes de misérables fanatiques qui, sans s'exposer eux-mêmes, se serviront des étrangers comme d'instruments dociles pour les mettre ensuite à l'écart avec dédain.

Nous avons rempli notre devoir envers vous. Puisse notre voix être entendue, et Dieu veuille qu'aucune main française ne verse le sang français sur cette terre d'Amérique, ou Lafayette a versé le sien pour l'indépendance d'un peuple et non pour son asservissement.

(*Suivent les signatures*).

NOUVELLES DE ST. LOUIS.

Une dépêche particulière a frappé par un jeune homme qui réside à St. Louis, à son père, l'un des principaux négociants de notre ville, contient ce qui suit:

" Les troupes des Etats Unis ont fait prisonnières celles de l'Etat du Missouri, à St. Louis.
" Vingt-cinq citoyens de St. Louis ont été tués ou blessés, et toutes communications sont interdites."

Il est étrange toutefois que nous n'ayons reçu aucune nouvelle de ce drame sanglant par nos dépêches régulières de la presse associée. Nous n'affirmons donc pas que la dépêche privée soit correcte; mais nous craignons fort qu'elle ne le soit.

LES BANDITS DU KANSAS.—Il paraît que le gouvernement de Lincoln a fait envoyer des armes aux bandits du Kansas et que leur chef sanglante mémoire, Montgomery, a reçu l'ordre d'occuper les forts Ouachita et Cobb dans le territoire Indien à quelque distance de la frontière du Texas. Il y a eu à Marshall au Texas et à Shreveport en Louisiane une alarme qui nous paraît prématurée. On annonçait déjà que Montgomery à la tête de deux ou trois mille hommes avait pris possession du fort Ouachita situé sur la rivière Rouge dans le territoire Indien. Ce sont là de ces bruits exagérés aux quels on ne doit ajouter foi qu'après confirmation. La dépêche ajoute qu'un colonel Young à la tête de 600 hommes était parti au devant des maraudeurs. C'est une force plus que suffisante pour les arrêter.

Dépêches Télégraphiques
TRANSMISES A L'ABEILLE.

Congrès des Etats Confédérés.

Montgomery, 11 mai.—A la séance d'aujourd'hui, au Congrès des Etats Confédérés, M. Orr, huitrier, du Texas, a présenté une résolution ayant pour but de requerir le comité des affaires Indiennes de prendre des informations relativement aux affaires Indiennes et de faire savoir dans un prochain rapport s'il ne serait pas opportun que la Confédération s'occupât des Indiens et pourvut à leurs besoins sur les fonds de réserve qui se trouvent au Texas.

M. Brooke, du Mississipi, a présenté un bill pour l'établissement d'un bureau de patentes.

Le Congrès a ensuite siégé à huis-clos. Plus tard la séance a été rendue publique et leture du message du Président a été faite. Il annonce qu'il a reçu communication officielle de la proclamation de Lincoln, ordonnant le blocus des ports des Etats Confédérés, et le lure également copie d'une lettre de John A. Campbell, autrefois juge de la Cour Suprême des Etats Unis, relative à différentes négociations avec les commissaires de Washington.

Le juge Campbell a agi comme médiateur officieux entre les deux gouvernements pour empêcher une collision. Il accuse de duplicité plusieurs hauts fonctionnaires, M. Seward, en particulier.

Toute la correspondance est très intéressante. Le Président a transmis un autre message dans lequel il reconnait l'ex-existence des Etats Unis d'Amérique, et déclare que le commissaire de la Caroline du Sud, et de tout autre, n'a reçu aucune autorité du Président pour traiter avec le gouvernement de Washington.

Le message du Président a été reçu avec enthousiasme.

Législature du Maryland.

Washington, 11 mai.—On rapporte que la législature du Maryland s'ajournera le 13 jusqu'au 4 de juin.

Législature du Missouri.

St-Louis, 10 mai.—Le bill du chemin de fer du Pacifique a été pris en considération aujourd'hui et a été adopté.

La Chambre est toujours en séance secrète.

Nouvelles étrangères additionnelles.

PAR LE STEAMER AFRICA.

New-York, 10 mai.—Nous recevons le sommaire additionnel suivant des nouvelles d'Europe apportées par le steamer Africa.

Les cités américaine occupe exclusivement l'attention publique en Europe.

Il n'y a rien de nouveau en Pologne.

Le mouvement révolutionnaire se répand dans les provinces Napolitaines. La loi martiale a été proclamée dans les Abruzzes et autres lieux.

Des exécutions militaires ont eu lieu à Tenoro. Les soldats Italiens ont été repoussés à Montevideo.

Des troubles ont été soulevés à Courza par des Garibaldiens. On a demandé des renforts à Turin.

Nouvelles de Mobile.

Mobile, 12 mai.—Nous n'avons reçu aucune nouvelle importante de Mobile aujourd'hui. Rien d'important de Montgomery.

Pouvoir militaire du Sud.

Alexandria, 12 mai.—Des troupeaux de bœufs occupent les terrains du "Smithsonian Institute."

Un grand nombre des soldats fédéraux actuellement à Washington, sont étrangers par naissance et naturalisés.

Le général Scott n'ignore pas la puissance militaire du Sud. Il a dit hier, à un de ses amis, que la Virginie seule pouvait, en 48 heures, concentrer sur Washington, deux fois autant de soldats qu'il y en a déjà d'arrolés au service du gouvernement de Lincoln.

M. Sanford, agent de "l'Adams express company," est arrivé jeudi avec $700,000 en espèces pour le gouvernement. Il venait de New-York sous l'escorte du 69ème régiment de cavalerie des Etats-Unis.

On dit que le gouvernement a frété le steamer *Great Eastern* comme un transport.

Le canon à vapeur prêté par M. Wenaus de Baltimore, à la Confédération du Sud, a été saisi hier à Elliott's Mill, par les troupes fédérales.

NOUVELLES D'EUROPE.
DE TROIS JOURS PLUS RECENTES.

Arrivée du Great Eastern.

Les commissaires du Sud en Angleterre.

New-York, 11 mai.—Le steamer colossal Great Eastern est arrivé en ce port aujourd'hui portant des nouvelles de Liverpool jusqu'au Mardi 7 Mai, la date du 1er mai, P. M Les nouvelles qu'il apporte sont de trois jours plus récentes que celles qui ont été reçues par l'Africa.

Grande Bretagne.

Les commissaires des Etats Confédérés, MM. Yancey, Rost et Mann, sont tous arrivés saines et saufs en Angleterre.

La motion faite à la Chambre des Communes par M. Gregory, relativement à la reconnaissance de la nouvelle Confédération du Sud, a été ajournée à deux semaines.

LES NOUVELLES DU TERRITOIRE INDIEN—Les journaux de New York du 7 mai contiennent la dépêche suivante:

Fort Smith, Arkansas, 6 mai 1861.

Une personne qui vient d'arriver du fort Washita donne des nouvelles de cette place jusqu'au 1er mai.

Les troupes des Etats Unis, cofprenant six compagnies de cavalerie et une d'infuterie, en tout environ 600 hommes, se préparait à évacuer le fort jusqu dernier, et le poste devait être remis au gouverneur libérls de la nation des Chickasaws. Le capitaine Stirges et un fourgon du fort Smith est arrivé au fort Washita le 1er courant. Les troupes des Etats Unis au fort Cobb devaient se joindre à celles du fort Washita et se rendre avec elles au fort Leavenworth, dans le Kansas.

Cette nouvelle s'accorde peu, comme on le voit, avec celle de l'occupation des forts Washita et Cobb par Montgomery, à la tête de 3000 hommes.

CHRONIQUE LOCALE.

Corsaires.—Toute personne disposant de $500 et au-delà, et tout capitaine désirant prendre des avant-demandes, ainsi que de courtiers dans le port de cette ville, sont invités à se réunir aujourd'hui, à midi, à l'ancienne "Court Room" des Etats Unis, au dessus de la "New Merchants Exchange" dans l'ancien batiment de la Poste. On annonce qu'un excellent batiment a été acheté et pourvu. Ledit batiment du pays offre, l'immense bénéfice matériel que doit procurer la mise en œuvre des corsaires, nous porte à croire que nous noyens se rendront en foule à ce meeting, et que le résultat en sera satisfaisant.

Proclamation.—Les compagnies de volontaires se présentant en trop grand nombre, le gouverneur de l'Etat a cru devoir lancer une proclamation qui porte la date du 4 mai et annonce—

Que le nombre des compagnies de volontaires étant déjà plus que suffisant par rapport à la demande du gouvernement de Montgomery, il n'en acceptera plus d'autres jusqu'à nouvelles instructions. Les compagnies déjà organisées sont dans la ville, soit dans les campagnes, devront toutefois maintenir leur organisation et se tenir prêtes à la première réquisition.

Que les compagnies devront servir comme volontaires et devront s'inscrire au bureau de l'Adjudant Général ainsi qu'il a été annoncé, avant d'être convoquées à la première réquisition pouvelle faite par le Secrétaire de la guerre.

Que chaque officier s'appuie pas aux compagnies qui sont déjà en route pour la Nouvelle-Orléans, ni à celles qui se seraient dispersées avant que cette proclamation ne leur fut parvenue.

Qu'il remercie les compagnies de volontaires du zèle et de l'empressement qu'elles ont mis à répondre à son appel.

Ces quelques lignes de M. Moore sont la réponse de la Louisiane aux ridicules assertions de l'abolitionniste Greeley, et autres fous du Nord.

Les Militaires.— Les "Labatut Native Guards" ont eu les officiers suivants:

Edgard Davis, capitaine; Léonard Lachaut, 1er lieutenant, Diego, Gusaïs, 2d lieutenant; B. B. Dupart, 1er sergent; Antoine Rémy, 2d sergent; M. Gaudet, 3me sergent; Julien Remy, 4me sergent; J. Louis, 1er caporal; J. J. Monnette, 2nd caporal; Eugène Legras, 3me caporal; Gustave Bedout, 4me caporal; L. Vaucresson, tambour; R. Massenne, porte drapeau; Joseph S. Soudé, secrétaire.

Une des compagnies du 4e régiment des "Gardes Nationales," sous le commandement du capitaine Uiger Bouglé, a paradé, samedi, dans plusieurs rues de la ville. Sa bonne tenue et la précision de ses mouvements après si peu de temps d'exercice, font honneur au capitaine et aux officiers. Les autres compagnies s'organisent rapidement, et le colonel Valla Labatut les tardera pas à se trouver à la tête de deux mille braves.

Le troisième régiment des volontaires de la Louisiane, composé des Pelican Rifles, de Baton Rouge; Pelican Rangers No 1, de Natchitoches; Pelican Rangers No 2, de Natchitoches; Caldwell Guards; Winn Rifles; Morehouse Fencibles; Iberville Grays; Shreveport Guards et Monticello Rifles.

Il est commandé par les officiers suivants: Colonel Louis Hébert; lieutenant colonel Samuel Hyams, major F. W. Tunnard.

L'organisation du quatrième régiment est complète. Le nouveau corps comprend dix compagnies, toutes venant des paroisses. A l'élection qui a eu lieu ce matin, Walker, les officiers suivants ont été élus: Colonel, Robert J. Barrow; Lieutenant colonel, H. W. Allen; major S. E. Hunter.

On sait que les dames de notre ville ont formé une société dont le but est de fournir les moyens nécessaires à celles des compagnies qui les demandent. Elles ont déjà adopté les sommes suivantes:

Beaver Creek Rifles, capitaine Wingfield, $63,00; Greenwood Guards, capitaine Flournoy, $224,00; Pelican Rifles, capitaine Williams, $216,00; Vienna Rifles, capitaine Ferris, $206,00; Claiborne Guards, capitaine Andrews, $368,75; Shreveport Rangers, capitaine Gleason, $345,75; Winn Rifles, capitaine Pierson, $174,75; Walker Guards, capitaine Harrison, $250,75; Crescent City Guards, capitaine Hall, $250,75; Bienville Guards, capitaine Monroe $250,75; Vernon Guards, capitaine Wade, $216, 00. Ladite société a déjà mis à la disposition une quantité suffisante d'étoffes pour des chemises et des pantalons qu'on pourra bientôt distribuer aux volontaires. Ces étoffes ont coûté $1405,15, ce qui porte à $39-2,90 le montant fourni jusqu'à ce jour.

Bataillon de Washington Artillery.

—Le premier corps d'infanterie légère mis au service de l'Etat a, sur la demande de son commandant le major P. Estève, été reçu dans l'armée de la Confédération. Le major recevra bientôt sous deux l'ordre de se mettre en marche. On se rendra-t-il? C'est ce que nous ignorons, mais nous sommes persuadés qu'avant un long espace de temps nous entendrons parler des glorieux faits d'armes du bataillon "Washington Artillery".

Mouvement des Troupes.—Les com-

pagnies dont les noms suivent partent aujourd'hui pour se rendre au camp de Beaver Creek: Beaver Creek Rifles, Lafourche Guards, Ste Helena Rifles, Claiborne Guards, Sabine Guards, Bienville Rifles, Southern Rifles, Tensas Rifles, Avoyelles Rifles et Hunter Rifles. Toutes ces compagnies ont été formées dans les paroisses de l'Etat.

Les compagnies suivantes de la ville partiront demain: Tiger Rifles, Old Dominion Guards, Delta Rangers, Rough & Ready Rangers, Walker Guards, Southern Guards, Bienville Guards No 1, Orleans Cadets et Orleans Fencibles.

Les "Avoyelles Riflemen", au nombre de 191, et les "Bienville Rifles", au nombre de 122, sont arrivés hier, samedi matin, de Minden, par le bateau à vapeur *Osceola*. Les premiers sont commandés par les officiers suivants.

Capitaine, W W Johnson; 1er lieutenant, N. C. Gorman; second lieutenant, F J Edwards; troisième lieutenant, G. Legare; premier sergent, J O Doms; second sergent, A. Arrion; Troisième sergent, W. F. Sarcuit; quatrième sergent, T. B. Richardet; premier caporal, S A Roberts; second caporal, C T Norman; troisième caporal, J. A. Hopper; quatrième caporal, Geo Hudson; porte-drapeau, J Orares.

Les officiers des "Bienville Rifles" sont:

Capitaine, W E Farton; premier Lieutenant, B. Mayfield; second lieutenant, H J James; troisième lieutenant, B Collett; premier sergent, T Foss; second sergent, J M Spaulic; troisième sergent, S Cowling; quatrième sergent, G B Dolsey; premier caporal, W W Morrison; second caporal, G D Hudson; troisième caporal, E L Barrow; quatrième caporal, J L Vickers; porte-enseigne, E W King.

Le lieutenant Todd.—M. D. H. Todd de de cette ville, frère de Mme Lincoln, ayant été nommé lieutenant en lier dans l'armée des Etats Confédérés MM. W. W. Grave et Cie, qui l'avaient engagé à leur service pour cinq années, lui ont patriotiquement permis provisoirement des bâtiments et des charge-ments appartenant à leur maison, et destinés à être expédiés par son salaire jusqu'à la fin de la guerre. Nous souhaitons à notre jeune compatriote de nombreuses et glorieuses carrières de bravoure et de patriotisme.

Les Steamers du Texas.—Les steamers *Hughes* et *Texas* que le Gouverneur avait saisis ont été relâchés par ordre du Président Davis et vont recommencer leurs voyages.

Le *Charles Morgan* est parti, hier matin, pour Galveston et la Baie de Matagorda.

L'*Arizona* a quitté notre port, à la même heure, pour Brazos Santiago, via Indianola.

Un steamer part, aujourd'hui, de la Baie de Berwick, pour la Passe Sabine et Galveston; un autre partira jeudi pour Galveston, directement.

Accusations.—Benjamin Behr, accusé, devant le recorder Adams, d'avoir menacé de faire feu sur Samuel Schwartz, a été fourni un cautionnement pour répondre de sa bonne conduite pendant six mois.

J. Schnell a été arrêté, samedi, dans le Premier District, à la demande de E. Blumenthal qui l'accuse de parjure.

Ramon Castille a fait arrêter Alexander Paul et Joseph Kelly, dans le deuxième district. Il les accuse de larcin. Le premier avait sur lui trente piastres, et le second cent piastres rolées.

Un affidavit fait devant le recorder du Troisième District, déclare que M. Fadden a menacé de porter un coup de couteau à David Newhart.

Marie Hasegros a été arrêtée dans le Quatrième District, sous prévention d'avoir grièvement blessé M. Young.

Thomas Loden et Wm Redmond ont été envoyés devant la Première Cour de District pour avoir assommé Thos H. Monaghan et lui avoir volé un revolver. Ils ont fourni chacun un cautionnement de trois cents piastres pour répondre de leur comparution devant le juge Colleton.

Chatifés—Samedi dernier, entre une et deux heures du matin, M. Mazarat, lieutenant de la police du Troisième District, s'est transporté sur l'habitation Michoud, au Chef Menteur, où il a arrêté trois nègres qu'il a fait châtier sévèrement par l'économe.

Les rumeurs exagérées qui ont circulé en ville à ce sujet n'étaient nullement fondées.

Les Turcos de la Louisiane.—Nous avons dit déjà que le premier bataillon des Turcos de la Louisiane était organisé; la seconde division ne tardera pas à être complète, et d'ici à quinze jours nous espérons que la Louisiane sera représentée sur le champ de bataille par un beau corps le plus brillants qui aient été organisés dans notre jeune patrie.

Les Turcos de la Louisiane montrent déjà toutes les qualités qui distinguaient ceux dont l'histoire de la dernière guerre d'Italie redira les hauts faits; ils sont guerilleurs en diable, marchent allégrement, font à la ferche de 50 à 60 milles à querelle, ont un penchant décidé pour les razzias aventureuses, et un faible pour les suiveuses domestiques. Quelques uns ont des chiens, des chats, etc. Une compagnie, la deuxième croyons nous, a adopté un vautour (corbeau) auquel elle a donné le nom de Napoléon. Ce vautour a suivi la compagnie dans toutes ses marches et contremarches, et il paraît que, jusqu'à présent, il a fait bonne et légale prise de guerre par tout convenable armé, au poinçonnage de lettres de marque, en vertu de cet acte, et annulées dans les Etats Confédérés. Il y aura une déduction de 33 1/3 pour cent, sur le montant des taxes imposées par la loi.

Sec. 15—Que chaque pour cent sur le montant net (après déduction de tous les frais et dépenses) de l'argent provenant des bâtiments et des charge-ments capturés et sur le montant net de sauvetage des bâtiments et des cargaisons reconnus par les navires armés des Etats Confédérés seront payés et payés au collecteur ou autre officier au chef des Douanes, dans le port ou le lieu des Etats Confédérés, dans lequel le ou les bâtiments ainsi capturés pourraient arriver, ou au consul ou autre agent public des Etats Confédérés, résidant dans tout port ou à l'endroit—non situés dans les limites des Etats Confédérés—où le navire capturé ou recapturé pourrait arriver. Et l'argent provenant de cette source sera conservé par le gouvernement des Etats Confédérés comme fonds pour le soutien des veuves et des orphelins des personnes qui pourraient être tuées, pour celles qui pourraient être blessées ou estropiées à bord des susdits navires armés et commissionnés, ou au service, également quelconque avec l'ennemi—lequel fonds sera distribué de la manière que l'indiquera plus tard la loi.

Service médical militaire.
AMBULANCES.

Ayant in dernièrement dans un numéro de votre journal quelques lignes au sujet de la nécessité d'organiser un service d'ambulances pour les troupes de la Louisiane qui partiraient pour Pensacola, et depuis cette époque n'ayant entendu aucune voix répondre à ce premier appel, sachant que cette partie du service militaire n'a reçu aucune attention, je prends la liberté, à titre d'ancien chirurgien militaire dans les ambulances de l'armée d'Afrique, de vous envoyer quelques lignes à ce sujet afin d'en démontrer non seulement la nécessité mais l'urgence immédiate.

Nous dirons d'abord que cette partie du service médical militaire est non seulement nécessaire et urgente pour les troupes louisianaises mais aussi pour l'armée générale des Etats Confédérés et son organisation devrait marcher de pair avec celle des autres corps, car si la première chose nécessaire pour faire la guerre est une armée, la seconde est de pourvoir aux moyens de sauver ceux qui, se dévouant pour leur patrie, en subiront les conséquences malheureuses.

Le service médical militaire de campagne n'est autre qu'un hôpital ambulant, de la Ambulances, qui peut être établi, dès le début de la marche et jusque sur le champ de bataille, prendre soin des militaires atteints soit par la maladie soit par les balles ennemies.

Pour être effectif ce service demande une organisation particulière et des installations et quoique se rattachant aux hôpitaux militaires a l'administration desquels elle appartient, l'ambulance en diffère cependant beaucoup. Dans le service des hôpitaux tout est à demeure, une fois en marche et jusque sur le champ de bataille, prendre soin des militaires atteints soit par la maladie soit par les balles ennemies.

Pour être effectif ce service demande une organisation particulière et des installations et quoique se rattachant aux hôpitaux militaires a l'administration desquels elle appartient, l'ambulance en diffère cependant beaucoup. Dans le service des hôpitaux tout est à demeure, une fois en marche et jusque sur le champ de bataille, prendre soin des militaires atteints soit par la maladie soit par les balles ennemies.

Le service médical militaire de campagne n'est autre qu'un hôpital ambulant, de la Ambulances, qui peut être établi, dès le début de la